

En couverture / Après le non de la France : Et maintenant ?

La France a dit non : Et maintenant ?

Le non français a ouvert une crise qui peut se révéler salubre... ou catastrophique. Cela dépendra de la volonté politique des membres de l'Union européenne.

Le non français nous concerne tous. Tant que l'Union européenne (UE) continue d'exister et de nous lier les uns aux autres, nous sommes tous dans le même bateau. La France a inventé l'Europe avec l'Allemagne, et rien ne s'est fait ou défait sans sa participation active. Nous nous trouvons à un carrefour, devant lequel nous devons tous faire un choix : répondre à la crise par une réaction en chaîne positive, ou par une réaction en chaîne défaitiste et régressive. Faire naître de cette crise une Europe encore plus ambitieuse, moins timorée et avec plus de moyens et d'institutions que celle négociée par Valéry Giscard d'Estaing et les Etats membres, ou réduire les attentes en renationalisant le vaste projet né dans l'après-guerre. Cela prendra sans doute des années. Une crise, à ses débuts, n'aboutit pas forcément à une pathologie, à un mal. Elle révèle néanmoins qu'il est temps de prendre une décision, de distinguer entre deux voies possibles. Mais s'il y a une chose que l'on ne peut pas dire, c'est que l'Europe est morte à Paris. Ce ne serait pas seulement une sombre perspective, ce serait aussi une contrevérité.

La nécessité d'une décision vaut pour la France comme pour l'Union européenne. Chirac, les socialistes et les Français, d'un côté, les Européens, de l'autre, devront relever au plus vite le défi que leur lance le non. Car nous ne sommes pas face à un incident momentané ; nous sommes confrontés, en réalité, à un bouleversement venu du fin fond d'une France particulièrement malade, mais aussi du fin fond de l'Europe.

Ce que la France peut apprendre de la véhémence du non, c'est l'importance de répondre aux peurs et aux mécontentements par des changements radicaux dans sa politique nationale et, en Europe, par des arguments plus audacieux et plus nets, moins conformistes et évasifs. Une chose, en effet, ressort clairement de la campagne du référendum en ce qui concerne l'Union. Le front du non s'est rallié autour d'un terme bien précis, sans équivoque, et c'est précisément ce qui a fait son attrait. C'est loin d'être le cas pour le oui prononcé par une grande partie de la classe dirigeante (hommes politiques et presse confondus) : un oui caractérisé par des décennies d'ambiguïtés. Paradoxalement, une victoire du oui aurait renforcé l'UE, mais elle aurait aussi prolongé

cette habitude française qui consiste à jouer constamment un double jeu, à présenter en permanence deux visages. Le non l'oblige, bien plus que le oui, à en choisir un. Il oblige les dirigeants à dire ce que, jusqu'ici, ils se sont bien gardés de dire : que l'Europe tout entière, et pas seulement les vaincus de la Seconde Guerre mondiale, est sortie perdante du XIXe siècle ; que l'Europe est la réponse à ce déclin historique et aux souverainetés absolues des différents Etats d'où le déclin est parti ; que c'est avec les autres que la France peut retrouver sa grandeur ; et que son universalisme doit se transformer en cosmopolitisme, car il n'est pas normal, dans l'Union, d'uniformiser les valeurs de tous au profit des croyances d'un seul. Le non précipite vers un passé imaginaire, mais dit aussi une immense lassitude face à la perpétuelle duplicité de la politique des petits pas.

Un lourd travail attend maintenant les autres pays de l'UE. Ce sont eux qui seront appelés à décider de ce que l'on doit faire pour que la France puisse revenir dans le giron de l'Europe et pour que la Constitution puisse être sauvée de la tourmente. Certes, les obstacles sont importants. Il manque aujourd'hui à l'Union un leadership fort – notamment dans le peloton des fondateurs –, déterminant pour une reprise européenne, qui sache saisir l'instant historique et repartir comme ont su le faire Helmut Kohl, Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi, Giulio Andreotti, Robert Schuman ou Jacques Delors.

Il faut trouver une voie praticable pour que le peuple français puisse à nouveau se prononcer dans des conditions qui soient le plus claires possible, aussi bien en France que vis-à-vis de ses alliés ; avec, en face de lui, une classe politique nationale moins ambiguë et plus disposée à l'écouter sur les questions intérieures, mais aussi une Europe pouvant accepter de multiples corrections, mais non l'immobilisme et encore moins le recul et l'abandon d'une Constitution. Nombreuses sont les tâches que les Etats européens ont intérêt à assumer dans l'immédiat, mais elles pourraient provisoirement se limiter à deux questions.

Avant toute chose, il est nécessaire que le processus de ratification continue en Europe, que ce soit par voie parlementaire ou par référendum. Cinq cents millions d'habitants ne peuvent renoncer pour la seule raison que plus de la moitié des électeurs ont dit non dans un pays, et il serait bien que les Français le comprennent. Les accords prévoient que si les quatre cinquièmes des Etats (au moins vingt) approuvent la Constitution, la renégociation ne sera pas automatique. Ce sera au Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement de rediscuter et de délibérer de nouveau. Il n'est pas exclu non plus, bien que ce soit improbable, que les Français se ravissent, une fois passée l'euphorie du non, lorsqu'ils verront qu'ils sont très isolés, à la fin des ratifications, en 2006.

La Constitution doit devenir la vraie frontière de l'UE

Ensuite, toutes sortes de compromis et de relances sont possibles afin que l'objectif (sauver l'idée d'une Constitution et en conserver l'architecture de base) soit sauvegardé. On peut assouplir tel ou tel paragraphe, ou le préciser. En théorie, on pourrait aussi supprimer de la Constitution sa troisième partie (celle qui constitutionnalise les politiques contenues dans les traités précédents) et laisser en place les définitions et objectifs de l'Union, la Charte des droits fondamentaux et les dispositions générales et finales (Parties I, II et IV).

Mais le véritable enjeu, c'est la suite, une fois que les actions immédiates pour sauver la Constitution auront été entreprises. On a constaté lors du référendum français (et on le verra dans les prochains en Europe) à quel point ont pesé des thèmes comme l'élargissement, l'éventuelle adhésion de la Turquie, la question ukrainienne. On a vu comme le camp du oui a été muet en la matière : sans vision, mais aussi réticent à dénoncer la xénophobie qui se cristallisait du côté du non. C'est sur ces questions qu'il faudra faire rapidement la lumière, s'il n'est pas déjà trop tard. Tout cela signifie aussi que l'Europe devra très vite sortir de l'hypocrisie. Sur le principe, elle se veut avant tout une unité capable de se gouverner, d'avoir les moyens, les institutions et les structures d'une politique extérieure commune. Dans le langage de l'UE, cela s'appelle approfondissement, et aucun élargissement ne devrait avoir lieu sans ce préalable. Dans la réalité, ces deux aspects ne sont jamais allés de pair, et l'élargissement l'a emporté avec le temps. Pour être plus précis, l'élargissement est devenu l'instrument grâce auquel l'Union s'est dotée d'une politique de stabilisation et de démocratisation de ses confins orientaux et sud-orientaux, aux frontières de la Russie comme de la Turquie. Avec le temps, l'élargissement s'est transformé en une véritable finalité, même institutionnelle, de l'Europe. Naturellement, il est essentiel que cette politique de stabilisation réussisse également à travers une extension de la démocratie. Mais l'adhésion de nouveaux membres ne peut être le seul moteur de l'Europe. La Constitution doit devenir, si tant est qu'elle naisse, la vraie frontière de l'Europe unie. C'est sans doute ce qui deviendra avec le temps la question fondamentale.

Barbara Spinelli
La Stampa